

tends que le silence. C'est comme à la pêche: on jette la ligne et si le poisson ne mord pas, on fait contre mauvaise fortune bon cœur.

Je veux ce soir citer quelques chiffres afin de convaincre la Chambre que mes paroles s'appuient sur des faits. J'ai dit qu'en Alberta, il y a aujourd'hui 106 points d'expédition auxquels on attribue un contingent unitaire. Le cultivateur peut vendre 400 boisseaux de blé. Peut-être en a-t-il 12,000 mais il ne peut en vendre que 400. En Saskatchewan, il en va autrement. Là, il y a 38 points d'expédition fonctionnant sur une base unitaire. En Alberta il y a 220 points d'expédition d'un contingent unitaire de 1 boisseau. En Saskatchewan, il y en a 399. En Alberta, il y a 189 points d'expédition fonctionnant d'après un contingent unitaire de deux boisseaux et en Saskatchewan, il y en a 574. N'est-ce pas de la discrimination?

Je suis heureux de voir ici ce soir mon compatriote de l'Alberta qui représente la circonscription de Medicine Hat. Ses commentants se réjouiront sûrement de ce que j'aie soulevé la question, et les cultivateurs de l'Alberta l'appuieront certainement. Je suis convaincu qu'il va dire au ministre du Commerce (M. Winters) «Allez-y, aidez les cultivateurs de l'Alberta. Égalisez les contingents pour que nos cultivateurs fassent de l'argent». C'est là une question d'intérêt local. L'autre jour, j'ai posé une question à la Chambre. Le ministre du Commerce n'était pas ici, mais le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Pepin) m'a dit que les cultivateurs pouvaient obtenir des avances d'argent comptant. Je suis heureux d'entendre parler des avances d'argent comptant. Qui les a introduites? Le gouvernement conservateur. Le gouvernement libéral, lui, n'a fait qu'apporter le chaos, et il y ajoute davantage chaque jour. Nos cultivateurs ont du blé entassé sur le sol; ils ne veulent pas d'avances; ils veulent vendre leur blé, car c'est ce qu'ils sont habitués à faire depuis dix ans. Lorsque le gouvernement conservateur était au pouvoir, nous avons vendu du blé, et le gouvernement libéral qui l'a suivi a continué de vendre du blé pendant quatre ans sur nos marchés. Voilà maintenant que nous perdons nos marchés et que le blé s'amoncelle dans les prairies. Que va faire le gouvernement?

Voici un télégramme que j'ai reçu de deux lieux d'expédition situés à dix milles à l'intérieur de la frontière de la Saskatchewan:

Le contingent des points d'expédition les plus proches de nous en Saskatchewan est établi à deux boisseaux, alors que la plupart de ces points pourraient en expédier trois.

On fait de la discrimination contre les cultivateurs en Alberta. J'ai soulevé à la Chambre récemment la question des wagons couverts. On m'a dit que ces points d'expédition pou-

vaient disposer du nombre de wagons couverts qu'ils voulaient, mais qu'ils ne pouvaient pas obtenir un ordre d'expédition de la Commission du blé. Je me suis renseigné là-dessus, et j'ai constaté qu'il y avait de grands stocks de blé aux éleveurs terminus de Vancouver et de Fort William, mais les chemins de fer ne peuvent pas très bien charger leurs wagons s'ils ne peuvent pas décharger ce blé quelque part. Il incombe au gouvernement actuel de prendre des mesures. En prend-il? Non, il ne fait rien. Nous avons perdu le marché japonais et le gouvernement canadien ne prend aucune mesure à cet égard. Nous constatons que ni les Chinois ni les Russes ne veulent acheter du blé canadien en ce moment.

Voilà qui nous rappelle le fameux film *M. Pearson* que j'ai vu un dimanche soir. Notre premier ministre (M. Pearson) était assis dans une voiture pendant que les Russes achetaient du blé. Je conseille au gouvernement de ne pas attendre passivement leur retour car il pourrait attendre en vain. Le ministre du Commerce me fait penser à une oie couveuse attendant l'éclosion d'un autre œuf. Je regrette qu'il ne soit pas ici ce soir.

Le gouvernement, le premier ministre et le ministre du Commerce ont la responsabilité de trouver des débouchés pour notre blé, au nom de la Commission canadienne du blé. On a critiqué l'ancien ministre de l'Agriculture, mais qui a vendu notre blé? Lui et l'ancien ministre du Commerce se sont rendus dans le monde entier pour trouver des marchés pour notre blé. Cette denrée s'accumule maintenant dans les Prairies. Les membres du gouvernement aimeraient-ils se mettre à la place de nos cultivateurs et vendre 400 boisseaux de blé pour compenser leurs frais d'exploitation? C'est une honte pure et simple. Le gouvernement n'en a cure.

Qui est ici ce soir? Seulement le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Laing). Je l'en félicite. Il s'efforce d'aborder différents sujets, y compris l'habitation. On ne peut pas le blâmer de devoir parler pour ses collègues. Quelqu'un a dit que le ministre de l'Agriculture (M. Greene) était ici. Il pourra certainement nous expliquer ce que le gouvernement va faire pour remédier à la grave situation de l'heure. L'économie du Canada ne cessera de périlliciter si le gouvernement ne fait aucun effort pour trouver des débouchés au blé canadien. S'il ne s'intéresse pas aux ventes de blé, les cultivateurs devront se contenter d'un contingent de cinq ou six boisseaux. La situation est grave.

• (9.10 p.m.)

Il semble que nous retournons à l'époque libérale de 1953 et 1954. Je n'ai pas oublié ces années-là, monsieur l'Orateur. Je donne aux